



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

Ottawa, 30 octobre 2020

Le Réseau mondial pour un parlement ouvert organise la Semaine mondiale pour l'ouverture législative (GLOW)

La 5e Semaine mondiale pour l'ouverture législative (GLOW) a été organisée du 26 au 30 octobre par le [Réseau mondial pour un parlement ouvert](#) (OPeN), un consortium composé de ParlAmericas, de Directorio Legislativo, du Réseau latino-américain pour la transparence législative, de l'Institut national démocratique, du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme et de la Fondation Westminster pour la démocratie, qui travaillent ensemble pour soutenir l'ouverture législative au niveau mondial.

Plus de [20 événements](#) ont eu lieu, rassemblant plus de 2 500 participants, dont des parlementaires, des fonctionnaires des parlements et des OSC. Les activités ont été organisées par les parlements du [Brésil](#), de la [Colombie](#), du Costa Rica, du Chili, de l'Indonésie, de la Macédoine du Nord et du [Paraguay](#); et par des OSC d'Arménie, du Mexique et d'Ukraine, qui ont présenté les concepts du parlement ouvert, contribué à l'élaboration et à la mise en œuvre d'engagements législatifs pour le Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) et discuté de stratégies numériques visant à garantir la continuité de ces efforts durant la pandémie, entre autres objectifs. GLOW a également coïncidé avec l'adoption d'une nouvelle [Réglementation de la participation citoyenne par le Congrès du Chili](#), une initiative innovante découlant d'un engagement législatif du Plan d'action du Chili à augmenter la participation citoyenne au processus législatif.

Une conclusion principale de GLOW 2020 a émergé lors de la dernière session de la semaine, intitulée « Œuvrer à un État ouvert » (disponible en [anglais](#) et en [espagnol](#)). Cette session a réuni plus de 80 représentantes et représentants de parlements, de la société civile et du monde universitaire pour explorer comment les parlements peuvent contribuer davantage à mettre en œuvre et à contrôler les engagements nationaux dans le cadre du PGO. En soulignant le rôle essentiel de l'ouverture parlementaire dans les situations de crise, ce webinaire a également identifié la nécessité de renforcer la collaboration entre les branches exécutive, législative et judiciaire des États. La conversation a été modérée par Paul Maassen, chef de l'appui aux pays du PGO, et menée par Irina Pruidze, ancienne membre du Parlement de Géorgie; Paran Umar Tarawallie, greffier du Parlement de Sierra Leone; Cara F. Zwibel de l'Association canadienne des libertés civiles; et Maria Liz Sosa Studotti, membre du personnel du Sénat du Paraguay.

Une « approche d'État ouvert » envisage les défis et les opportunités que représente le gouvernement ouvert de façon globale dans toutes les branches et à tous les niveaux du gouvernement, et constitue une prochaine étape enthousiasmante pour le mouvement pour un parlement ouvert. Toutefois, elle exige également des mécanismes permettant la collaboration, la participation et la communication entre les pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif. Ces mécanismes peuvent prendre la forme d'accords nationaux de participation au forum multipartite sur le gouvernement ouvert national, ou d'engagements sur le parlement ouvert et la justice ouverte dans les plans d'action, en autres approches. Pour plus d'information, veuillez consulter la [ressource de l'OPeN sur les parlements et le](#)

[gouvernement ouvert \(en anglais\)](#). De telles mesures renforceraient sans aucun doute la démocratie à cette époque où nous rencontrons des difficultés sans précédent.

Le contenu de ce communiqué de presse a été rédigé de manière collaborative par les partenaires de l'OPeN.